

La résilience de la fierté : une analyse approfondie des droits humains des personnes LGBTI en Europe et en Asie centrale (2025-2026)

Auteure : Katerina Panagi, chercheuse, Chypre

Alors que nous entamons le premier trimestre 2026, le paysage des droits des personnes LGBTQI+ en Europe et en Asie centrale ressemble à une mosaïque complexe de contrastes. La publication du *Rapport annuel sur la situation des droits humains des personnes LGBTI (2025)* par [l'ILGA-Europe](#) offre une évaluation essentielle des évolutions législatives et sociales survenues au cours des deux dernières années. Pour le projet [« Never Gets Old »](#), ce rapport est bien plus qu'un simple document d'archive ; il constitue une feuille de route stratégique. Les données de l'année précédente suggèrent que, si l'« égalité » est un pilier de la rhétorique européenne, sa mise en œuvre reste malheureusement inégale, en particulier à l'intersection de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et du processus de vieillissement (ILGA-Europe, 2025). Cette analyse explore les principales conclusions du rapport 2025, se concentre sur des études de cas spécifiques dans les pays partenaires — Chypre, la Roumanie, le Portugal, l'Allemagne et la France — et examine pourquoi le plaidoyer intergénérationnel est la seule réponse durable à la vague actuelle de recul démocratique.

Le Rapport 2025 met en évidence une tendance incontestable à une polarisation extrême à travers le continent. L'ère des progrès lents et réguliers a cédé la place à un fossé qui ne cesse de se creuser entre les États qui considèrent l'égalité comme une valeur démocratique fondamentale et ceux qui instrumentalisent les « valeurs traditionnelles » pour consolider leur pouvoir politique. En 2024 et 2025, plusieurs pays ont franchi des étapes historiques, telles que le renforcement de [la reconnaissance juridique du genre](#) (LGR) fondée sur l'autodétermination en Espagne et en Allemagne (Conseil de l'Europe, 2024). À l'inverse, en Asie centrale et dans certaines régions d'Europe de l'Est, l'adoption de lois sur les « agents étrangers » a paralysé la capacité opérationnelle des ONG LGBTI. Ce gel législatif vise souvent les membres les plus vulnérables de la communauté, notamment les militants âgés qui comptent sur ces organisations pour maintenir des liens sociaux et bénéficier d'une aide juridique.



De plus, le champ de bataille numérique est devenu un lieu de conflit majeur. Une partie importante du rapport de 2025 est consacrée à la montée de la désinformation générée par l'IA. Les discours soutenus par les États présentent de plus en plus les droits des personnes LGBTQI+ comme une menace directe pour la cellule familiale (Kondakov, 2024). [L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne](#) a signalé fin 2024 qu'une majorité de jeunes LGBTQI+ avait été victime de harcèlement en ligne lié à ces discours « » (FRA, 2024). Pour les personnes âgées, cette hostilité numérique conduit souvent à un isolement accru, car elles peuvent ne pas disposer des compétences numériques spécifiques nécessaires pour naviguer sur Internet ou démystifier une propagande sophistiquée générée par l'IA. Cela renforce la mission du projet « Never Gets Old », qui vise à réduire la fracture numérique grâce au partage intergénérationnel des connaissances.

Pour saisir les nuances du Rapport 2025, il convient d'examiner les réalités spécifiques des cinq pays partenaires. Ces pays incarnent une « Europe à plusieurs vitesses », où les protections juridiques en vigueur à l'Ouest contrastent souvent avec les obstacles sociaux rencontrés à l'Est et au Sud.

En Allemagne et en France, le rapport 2025 met en évidence un paradoxe entre une protection juridique élevée et des tensions sociales croissantes. La mise en œuvre par l'Allemagne de la loi sur l'autodétermination fin 2024 a considérablement amélioré la vie des personnes trans, mais la FRA (2024) signale que près de 70 % des élèves LGBTQI+ sont encore victimes de harcèlement. En France, bien que le cadre juridique reste solide, il existe un « écart en matière de santé » avéré. Des études indiquent que seuls 12 % des gériatres de la région ont reçu une formation spécifique aux soins inclusifs en matière de SOGIESC, ce qui laisse de nombreuses personnes âgées LGBTQI+ en situation de vulnérabilité dans les établissements d'hébergement (OMS, 2025).

Le Portugal reste un pays de premier plan dans l'indice, mais les données de 2025 montrent une recrudescence inquiétante des crimes motivés par la haine (ILGA-Europe, 2025). La population âgée au Portugal dépend fortement des « familles de cœur » plutôt que des familles biologiques, en raison d'une rupture historique. Cela fait de la reconnaissance juridique des structures familiales diverses un enjeu crucial pour les soins aux personnes âgées et les droits successoraux (OCDE, 2025).

À Chypre et en Roumanie, les défis sont plus fondamentaux. Chypre a connu des avancées juridiques rapides, notamment en matière d'enregistrement des relations de couple (LGR) sur la base de l'autodétermination, mais l'intolérance sociale reste un obstacle ; près de 78 % des personnes LGBTQI+ à Chypre déclarent éviter de se tenir la main en public par crainte d'agressions (FRA, 2024). En Roumanie, la situation est encore plus précaire. Le Rapport 2025 souligne que l'égalité en matière de mariage et de partenariats civils reste bloquée, privant les personnes LGBTQI+ âgées de pensions de réversion ou de droits légaux de procuration médicale. Par conséquent, les personnes âgées LGBTQI+ en Roumanie sont exposées à un risque de pauvreté supérieur de 25 % à celui de leurs pairs cis-hétéronormatifs (OCDE, 2025).

La philosophie fondamentale de la solidarité intergénérationnelle est précisément la mesure que le rapport 2025 de l'ILGA-Europe préconise pour assurer la résilience à long terme de la communauté. Les personnes LGBTQI+ âgées sont les gardiennes de la « mémoire institutionnelle », ayant traversé des époques antérieures de criminalisation. Le rapport 2025 souligne que les centres communautaires physiques restent les refuges les plus sûrs pour la communauté, mais qu'ils souffrent d'un sous-financement chronique au profit des plateformes exclusivement numériques (ILGA-Europe, 2025). En associant les compétences techniques des jeunes à la sagesse stratégique et à la perspective historique des aînés, le projet « Never Gets Old » crée un mécanisme de défense global contre l'érosion des droits.

Les réalités socio-économiques jouent également un rôle majeur dans le paysage de 2026. Les priorités du mouvement LGBTQI+ se sont fortement réorientées vers l'autonomie en matière de soins de santé et la sécurité économique. Le Rapport 2025 a révélé que les personnes trans et intersexuées sont confrontées à des obstacles nettement plus importants pour accéder aux soins médicaux de base que leurs homologues cisgenres (TGEU, 2025). De plus, les personnes LGBTQI+ âgées sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, souvent en raison de parcours professionnels interrompus ou d'un manque de structures traditionnelles de soutien familial. Le rapport préconise une formation obligatoire du personnel des maisons de retraite afin d'éviter le « retour au placard » des personnes âgées, ainsi que la mise en place d'initiatives de logement sûr (HCDH, 2024).

Les conclusions du rapport annuel 2025 de l'ILGA-Europe sont claires : les progrès sont fragiles et susceptibles de subir un revirement soudain. Alors que nous nous tournons vers la fin de

l'année 2026, le projet « Never Gets Old » doit continuer à servir de pont entre le passé et l'avenir. Nous devons veiller à ce que les victoires législatives remportées dans des pays comme l'Allemagne et le Portugal se traduisent par des réalités sociales concrètes, tout en soutenant les militants de Chypre et de Roumanie dans leur lutte pour une reconnaissance élémentaire. L'égalité n'est pas une tendance éphémère ; c'est un droit humain qui exige une vigilance constante à tous les âges (FRA, 2024). Grâce à un dialogue intergénérationnel soutenu, nous garantissons que ce combat reste dynamique, résilient et, surtout, qu'il ne vieillit jamais.

Bibliographie

Amnesty International. (2025). *Les droits de l'homme en Europe : bilan 2024-2025*. Publications d'Amnesty International.

Conseil de l'Europe. (2024). *Recommandation CM/Rec(2010)5 relative aux mesures visant à lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre : bilan de la mise en œuvre en 2024*. Éditions du Conseil de l'Europe.

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). (2024). *L'égalité des personnes LGBTIQ à la croisée des chemins : données issues de la troisième enquête LGBTIQ*. Office des publications de l'Union européenne.

Eurostat. (2025). *Données démographiques de l'Union européenne : vieillissement de la population et représentation des minorités*. Commission européenne.

ILGA-Europe. (2025). *Bilan annuel de la situation des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexuées en Europe et en Asie centrale*. <https://www.ilga-europe.org/report/annual-review-2025/>

Kondakov, A. (2024). *La mondialisation des mouvements anti-genre : une perspective européenne*. Journal of Human Rights Practice, 16(2), 112-130.

Projet « Never Gets Old ». (2026). *Dialogues intergénérationnels et soins de santé adaptés à tous les âges : rapport final sur les résultats du projet (2024-2026)*. <https://www.nevergetsold.eu/resources/final-report>

OCDE. (2025). *Au-delà de l'arc-en-ciel ? Les enjeux économiques de l'inclusion des personnes LGBTI en Europe*. iLibrary de l'OCDE.

Transgender Europe (TGEU). (2025). *L'accès aux soins de santé pour les personnes transgenres en Europe de l'Est et en Asie centrale : mise à jour 2025*. TGEU Press.

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH). (2024). *Protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre : rapport de l'expert indépendant*. Nations unies.

Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2025). *Santé et vieillissement des personnes LGBTIQ : normes de soins pour la région européenne*. Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.